



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**INSTITUTION
NATIONALE DES
INVALIDES**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP) N° 2024_12

**REALISATION D'ACTES DE BIOLOGIE MEDICALE ET
ANATOMOPATHOLOGIE PRESCRITS AUX USAGERS ET SALARIES DE
L'INSTITUTION NATIONALE DES INVALIDES (INI)**

Accord-cadre mono-attributaire

Appel d'offres ouvert, procédure soumise aux dispositions des articles L2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique

Destination	Service de soins
Code CPV principal	85145000-7 services prestés par les laboratoires médicaux

SOMMAIRE

ARTICLE 1	DESCRIPTION DU MARCHÉ	4
1.1	POUVOIR ADJUDICATEUR	4
1.2	OBJET DU MARCHÉ	4
1.3	DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES	4
1.4	ALLOTISSEMENT	4
1.5	DURÉE ET DÉLAI D'EXÉCUTION DU MARCHÉ	4
ARTICLE 2	PIECES CONTRACTUELLES	5
2.1	PIÈCES PARTICULIÈRES	5
2.2	PIÈCES GÉNÉRALES	5
ARTICLE 3	ENGAGEMENT ET FACTURATION DES PRESTATIONS	5
ARTICLE 4	CORRESPONDANTS DES PARTIES	6
4.1	L'ACHETEUR	6
4.2	REPRÉSENTANT DU TITULAIRE	6
ARTICLE 5	STRUCTURE ET FORME DE L'ACCORD-CADRE	6
5.1	NATURE DE LA PRESTATION	6
5.2	DÉCOMPOSITION DE LA PRESTATION ET FORME DU CONTRAT	6
ARTICLE 6	CONDITIONS D'EXÉCUTION	7
6.1	CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION	7
6.1.1	<i>Responsabilité du titulaire</i>	7
6.1.2	<i>Lieu d'exécution et horaires du site</i>	7
6.2	DISPOSITIONS PARTICULIÈRES CONCERNANT LE PERSONNEL DU TITULAIRE	7
6.2.1	<i>Réalisation des prestations</i>	7
6.2.2	<i>Liens juridiques</i>	7
6.3	CLAUSES ENVIRONNEMENTALES	7
6.4	CLAUDE SOCIALE	7
6.5	RESPECT DU DROIT DU TRAVAIL – COMMUNICATION AVEC LES TRAVAILLEURS SUR LA PRÉVENTION DES RISQUES	8
ARTICLE 7	ASSURANCE	8
ARTICLE 8	SOUS-TRAITANCE DE PRESTATIONS	8
8.1	GÉNÉRALITÉS	8
8.2	DÉCLARATION DE SOUS-TRAITANCE AVANT NOTIFICATION DU MARCHÉ	8
8.3	DÉCLARATION DE SOUS-TRAITANCE APRÈS NOTIFICATION DU MARCHÉ	8
8.4	MODIFICATION DANS LA RÉPARTITION ENTRE LE TITULAIRE ET LE SOUS-TRAITANT	8
ARTICLE 9	MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX	9
9.1	FORME DES PRIX	9
9.2	VARIATION DANS LES PRIX	9
9.3	UNITÉ MONÉTAIRE – TVA	9
9.4	CATALOGUE DES ANALYSES	9
ARTICLE 10	RÈGLEMENT DES COMPTES	10
10.1	AVANCES	10
ARTICLE 10	10	
10.1		10
10.1.1	<i>Généralités</i>	10
10.1.2	<i>Calcul et montant de l'avance</i>	10

10.1.3	Remboursement de l'avance	10
10.2	MODALITÉS DE RÈGLEMENT	10
10.2.1	Acomptes et soldes pour le titulaire	10
10.2.2	Modalités d'envoi – contenu des demandes de paiement	11
10.2.3	Païement de la TVA relative aux prestations sous-traitées (autoliquidation)	12
10.2.4	Délai global de paiement	12
10.2.5	Cession et nantissement de créance	12
10.2.6	Païement des sous-traitants	12
ARTICLE 11	PÉNALITÉS POUR RETARD	13
11.1	PÉNALITÉS POUR RETARD DANS L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	13
11.2	PÉNALITÉS POUR MAUVAISE EXÉCUTION DES PRESTATIONS	13
11.3	PÉNALITÉ POUR NON-RESPECT DES ENGAGEMENTS EN TERMES DE PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE DES VÉHICULES	13
ARTICLE 12	CONFIDENTIALITÉ – MESURES DE SÉCURITÉ	14
12.1	CONFIDENTIALITÉ	14
12.2	PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	14
12.3	CONDITIONS D'ACCÈS AUX LOCAUX DE LA PERSONNE PUBLIQUE	14
12.4	ACCÈS AU SITE DES VÉHICULES	15
12.4.1	Badge d'accès au site	15
ARTICLE 13	PRESTATIONS SIMILAIRES	15
ARTICLE 14	CESSION DU MARCHÉ PUBLIC	15
ARTICLE 15	RÉSILIATION	15
15.1	RÉSILIATION CONSÉCUTIVE À L'ARRÊT DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	15
15.2	DÉCOMPTE DE RÉSILIATION	16
ARTICLE 16	REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	16
ARTICLE 17	RÈGLEMENT AMIABLE DES LITIGES – RECOURS	16
17.1	RECOURS GRACIEUX	16
17.2	RÈGLEMENT AMIABLE DES LITIGES	16
17.3	RECOURS CONTENTIEUX	16
ARTICLE 18	USAGE DE LA LANGUE FRANÇAISE	17
ARTICLE 19	DÉROGATIONS	17

ARTICLE 1 DESCRIPTION DU MARCHE

1.1 Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur au sens de l'article L.1211-1 du Code de la commande publique (CCP) est :

L'Institution nationale des Invalides, un établissement public à caractère administratif régit par les dispositions des articles L.621 1 à L.622 8 et R.621 1 à R.622 22 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre – SIRET № 180 007 023 00013 - APE № 8610Z - № de TVA Intracommunautaire FR62 180 007 023 –, dont le siège social est Institution nationale des Invalides, 6 boulevard des Invalides, CS 70807, 75700 Paris CEDEX 07 – France.

Représentée par le médecin général Inspecteur Sylvain AUSSET, directeur, nommé par décret du 01 juillet 2024, ci-après désigné « la personne représentant le pouvoir adjudicateur ».

1.2 Objet du marché

Le présent marché public a pour objet la réalisation et le transport d'actes de biologie médicale (et les services associés : la fourniture du matériel afférent, la collecte des prélèvements) entre L'Institution nationale des Invalides (INI) situé au 6 boulevard des Invalides CS 70807 75700 PARIS CEDEX 07 et un laboratoire ayant un mode de transmission des résultats compatible avec le logiciel hôpital manager (H-M).

1.3 Description des prestations attendues

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande des prestations de service relative à la réalisation d'actes de biologie médicale pour l'Institution nationale des Invalides.

Les prestations attendues sont les suivantes :

- Le transport et analyses de biologie médicale.

Il est précisé que selon l'organisation des soins au sein de l'INI, les prélèvements sanguins sont réalisés par les Infirmières diplômées d'Etat (IDE) de l'établissement. Les traitements en urgence doivent être assurés y compris la nuit, le week-end et les jours fériés, selon les modalités fixées par le titulaire dans le Cadre de Réponse Technique

Le transport des prélèvements doit être assuré par le titulaire depuis l'établissement vers le ou les laboratoires.

- La transmission des résultats d'analyse.

La transmission des données en interface dans le dossier patient informatisé (hôpital manager).

1.4 Allotissement

Le présent marché constitue un marché global.

Le présent accord-cadre est mono attributaire.

1.5 Durée et délai d'exécution du marché

Le marché prendra effet à compter de la date prévue dans l'acte d'engagement pour une durée d'un an reconductible tacitement 3 fois.

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant prendra la décision de ne pas reconduire le marché par lettre recommandée avec accusé de réception deux mois avant la date anniversaire du marché.

La durée totale du marché, périodes de reconduction incluses, ne peut excéder 4 ans

1^{ère} période de reconduction : 1er janvier au 31 décembre de l'année N+1 ;

2^{ème} période de reconduction : 1er janvier au 31 décembre de l'année N+2 ;

3^{ème} période de reconduction : 1er janvier au 31 décembre de l'année N+3 ;

4^{ème} période de reconduction : 1er janvier au 31 décembre de l'année N+4 ;

En cas de non-reconduction, le titulaire du marché en est informé par courriel avec accusé de réception 1 mois avant la date de reconduction par décision expresse du pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article R.2112-4 du Code de la commande publique, le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction.

ARTICLE 2 PIÈCES CONTRACTUELLES

2.1 Pièces particulières

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG- FCS 2021, le marché est régi par les documents suivants qui, en cas de contradiction, prévalent dans l'ordre ci-après :

1. L'acte d'engagement (ATTRI1) ;
2. L'annexe 1 à l'acte d'engagement (AE) : annexe financière pour la collecte des prélèvements : le Bordereau des prix unitaires (BPU)
3. Le présent Cahier des Clauses administratives particulières (CCAP) ;
4. Le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
5. L'annexe 1 à au Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) : Liste des examens les plus couramment pratiqués à l'INI et le délai de communication ;
6. Le cadre de mémoire technique et environnementale (CMT);
7. La déclaration de sous-traitance éventuelle (DC4)

Aucune valeur contractuelle n'est reconnue à tout autre document à caractère financier figurant dans l'offre du titulaire.

Il est à noter qu'aucune réserve ne peut être portée à ces documents.

2.2 Pièces générales

- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 dans sa version applicable à la date de lancement de la présente consultation (non joint aux pièces du marché/de l'accord-cadre mais dont le titulaire déclare avoir pris connaissance) ;
- L'ensemble des normes françaises et européennes en vigueur pour le secteur d'activité ;
- Les articles R. 6211-1 à R. 6211-30 du code de la santé publique fixant la nomenclature des actes biologie médicale ;
- Le décret n°2016-46 du 26 janvier 2016 relatif à la biologie médicale ;
- L'arrêté du 26 avril 2002 modifiant l'arrêté du 26 novembre 1999 relatif à la bonne exécution des analyses biologie médicale ;
- L'ordonnance 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale ;
- La loi 2013-442 du 30 mai 2013 portant réforme de la biologie médicale ;
- Le décret n°2015-205 du 23 février relatif aux modalités de dépôt des demandes d'accréditation des laboratoires de biologie médicale prévues en application du I de l'article 7 de l'ordonnance n°2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale.

Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tout texte administratif national applicable dans le cadre de l'exécution du présent marché et, d'une manière générale, de tout texte ou de toute réglementation intéressant son activité pour autant que ces textes soient d'ordre public ou qu'ils suppléent à d'autres pièces contractuelles.

ARTICLE 3 ENGAGEMENT ET FACTURATION DES PRESTATIONS

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire conformément aux dispositions des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il s'exécute par l'émission de bons de commande successifs selon les besoins de l'administration dont les prix sont fixés au(x) catalogue(s) de l'attributaire selon la nomenclature des actes de biologie médicale publiée au Journal Officiel. En application du 2° de l'article R2162-4 du CCP, il est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum indiqué à l'acte d'engagement.

Les prélèvements en urgence donnent lieu à l'établissement d'un bon de commande au fur et à mesure des besoins.

Le numéro d'engagement et le numéro du SIRET seront communiqués au titulaire de l'accord-cadre, ce qui lui permettra de procéder à la facturation.

ARTICLE 4 CORRESPONDANTS DES PARTIES

4.1 L'acheteur

En application des dispositions de l'article 3.3 du CCAG/FCS, l'acheteur est habilité à émettre toutes les décisions au titre du présent accord-cadre, et il est en particulier le seul pour les prolongations de délais émises en application de l'article 13.3 du CCAG/FCS, les sursis de livraison, les exonérations de pénalités et toutes les décisions portant grief (ajournement, admission avec réfaction, rejet, résiliation, la suspension de tout ou partie des prestations en application de l'article 24 du CCAG/FCS).

Le service en charge du suivi et du contrôle de l'exécution de l'accord-cadre.

La personne habilitée ou le service habilité à suivre et à contrôler l'exécution des prestations, ainsi qu'à établir la constatation du service fait, est le directeur des soins, dont les coordonnées sont les suivantes :

Madame Sandrine DELPIT - Cheffe du SIM - Institution nationale des Invalides

6 Boulevard des Invalides - CS 70807 - 75700 Paris Cedex 07

sandrine.delpit@invalides.fr

4.2 Représentant du titulaire

En application des dispositions de l'article 3.4 du CCAG/FCS dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposé des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à l'acheteur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

ET

Conformément aux dispositions de l'article 3.4.2 du CCAG/FCS le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Conformément à l'article 3.5 du CCAG/FCS, le membre du groupement d'opérateurs économiques, désigné comme le mandataire, représente l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur pour l'exécution du marché. En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant.

ARTICLE 5 STRUCTURE ET FORME DE L'ACCORD-CADRE

5.1 Nature de la prestation

Les prestations relèvent d'un contrat de services.

5.2 Décomposition de la prestation et forme du contrat

La forme retenue pour l'exécution du contrat est à bons de commande sans montant minimum et avec un montant maximum de 54 000 euros HT, en application des articles R2162-3 et suivants du Code de la commande publique.

ARTICLE 6 CONDITIONS D'EXECUTION

6.1 Conditions générales d'exécution

6.1.1 Responsabilité du titulaire

Le titulaire a la responsabilité de réaliser les prestations conformément à l'ensemble des exigences et des spécifications décrites dans le respect des clauses du CCTP et de ses annexes associées.

6.1.2 Lieu d'exécution et horaires du site

Les prestations demandées dans le cadre du marché se dérouleront sur le site militaire de l'Hôtel national des Invalides, Institution Nationale des Invalides (INI) 6 boulevard des Invalides 75 700 PARIS 07 SP.

6.2 Dispositions particulières concernant le personnel du titulaire

6.2.1 Réalisation des prestations

Le titulaire est responsable du personnel qu'il a désigné pour la réalisation des prestations objet du marché.

Si pour une raison indépendante de sa volonté, tout ou partie du personnel désigné par le titulaire est dans l'impossibilité d'assurer les prestations, le titulaire en avise le Pouvoir adjudicateur dans un délai d'une semaine et pourvoit à son remplacement afin que l'exécution des prestations ne s'en trouve ni compromise, ni altérée.

6.2.2 Liens juridiques

Le personnel du titulaire demeure à tous égards le salarié de ce dernier (législation du travail, sécurité au travail, congés payés, déplacements, etc.).

Aucun lien de subordination entre les employés du titulaire et la personne publique ne doit s'établir.

6.3 Clauses environnementales

En complément de l'article 1.3 Conditions particulières d'exécution (Clause environnementale) du CCTP et conformément à l'article 16.2 du CCAG/FCS, le titulaire s'engage à respecter les exigences législatives et réglementaires qui lui sont applicables à la date de signature de l'accord-cadre par ses soins.

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du contrat et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du contrat, les modifications éventuelles, demandées par l'acheteur, afin de se conformer aux règles nouvelles donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au contrat.

6.4 Clause sociale

Le soumissionnaire retenu doit s'engager, au titre de l'exécution du marché ou dans une démarche d'amélioration continue de la qualité de ses pratiques sociales en matière de prévention des discriminations, ainsi que de promotion de l'égalité des chances et de la diversité. La promotion de la diversité s'étend comme l'ensemble des moyens permettant de garantir l'égalité réelle de traitement entre tous les individus dans le domaine de l'emploi, indépendamment de leurs différences. Elle regroupe des actions de lutte contre les discriminations et de promotion de l'égalité des chances.

6.5 Respect du droit du travail – communication avec les travailleurs sur la prévention des risques

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail. Il doit notamment se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires prévues notamment par le Code du travail et, à défaut, à celles énoncées dans l'article 6 du CCAG-FCS. Les cotraitants et sous-traitants éventuels sont soumis aux mêmes dispositions.

ARTICLE 7 ASSURANCE

Conformément aux dispositions de l'article 9.1 CCAG/FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations. À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 8 SOUS-TRAITANCE DE PRESTATIONS

8.1 Généralités

Conformément à l'article 3.6 CCAG/FCS le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par l'acheteur désigné à l'article 5.1 et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance. En application des articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique, le sous-traitant doit remplir les conditions prévues par ces articles. En cas de sous-traitance, le titulaire garantit que les contrats passés avec ses éventuels sous-traitants tiennent compte des obligations nées du présent marché. L'acheteur peut, s'il le souhaite, demander communication du contrat de sous-traitance au moment de la présentation du sous-traitant et en intégrer certains aspects dans l'acte spécial de sous-traitance.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2193-9 du code de la commande publique, lorsque le montant de la sous-traitance apparaît anormalement bas, l'acheteur met en œuvre les dispositions des articles R. 2152-3 à R. 2152-5 du même code.

8.2 Déclaration de sous-traitance avant notification du marché

La signature du marché vaut acceptation des sous-traitants déclarés avant notification du marché et agrément de leurs conditions de paiement. Le formulaire de déclaration de sous-traitance DC4 figure en annexe de l'acte d'engagement.

8.3 Déclaration de sous-traitance après notification du marché

Si un sous-traitant est introduit en cours de marché, le titulaire a l'obligation de le déclarer et de faire agréer ses conditions de paiement.

Les demandes d'acceptation de sous-traitants doivent être adressées par lettre recommandée avec avis de réception ou remises contre récépissé au représentant du pouvoir adjudicateur.

À cette fin, le titulaire adressera un « Acte spécial de sous-traitance » (formulaire DC4 téléchargeable sur le site www.economie.gouv.fr/daj/formulaires) à l'Institution nationale des Invalides.

8.4 Modification dans la répartition entre le titulaire et le sous-traitant

Toute modification dans la répartition entre titulaire et sous-traitant doit faire l'objet d'un acte de sous-traitance modificatif.

Le titulaire est tenu de soumettre à l'approbation de l'INI et de justifier toutes modifications qu'il souhaite apporter aux prestations sous-traitées : modification des limites d'intervention des sous-traitants, remplacement ou désignation d'un nouveau sous-traitant, etc. L'INI pourra s'y opposer si les dispositions envisagées lui paraissent de nature à compromettre le bon déroulement du marché.

ARTICLE 9 MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

9.1 Forme des prix

En conformité avec l'ordonnance N°2010-49 du 13/01/2010, le prix des analyses médicales résulte de l'application de la valeur des actes établis conformément à la cotation des actes biologiques médicale figurant dans la table de biologie en vigueur à la date de la commande multipliée par la valeur conventionnelle de la lettre clé (B) établie par arrêté ministériel en vigueur au jour de l'émission de l'ordonnance prescrivant l'analyse (valeur B depuis juillet 2002 : 0.27 euros).

Le prestataire s'engage à tarifier les analyses selon la nomenclature des actes de biologie médicale publiée au Journal Officiel. L'ajustement des prix interviendra en fonction des changements publiés au Journal Officiel, soit sur le prix de la lettre clé, soit sur le nombre d'unités affectées aux examens figurant à la nomenclature. La référence au Journal Officiel devra être communiquée au moment des changements de prix à l'appui des factures.

Le candidat proposera les tarifs B. des lettres clés fixées par le Ministère de la Santé et en euros sur les actes non codifiés à la Nomenclature en vigueur pour la Sécurité Sociale

Les actes de prélèvements effectués par les infirmières sont cotés en AMI.

L'indemnité de déplacement pour prélèvements est celle établie par l'arrêté ministériel sus visé.

La collecte spécifique de prélèvement(s) en urgence pourra donner lieu à une facturation complémentaire conformément à la cotation des actes biologiques médicale figurant dans la table de biologie en vigueur.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales et parafiscales ou autres.

9.2 Variation dans les prix

La rémunération des prestations sera indexée aux variations de la cotation des actes et des lettres clé.

Le prix unitaire de la collecte en urgence pourra faire l'objet d'un ajustement annuel. Cet ajustement sera effectué à la date anniversaire de l'accord cadre, sur la base du pourcentage de variation annuelle de la cotation de l'indemnité de déplacement (Paris, Lyon, Marseille).

9.3 Unité monétaire – TVA

La monnaie de règlement de l'accord cadre est l'euro (€).

Les prestations exécutées au titre du présent marché sont assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée au taux normal en vigueur lors du fait générateur au sens de l'article 269 du code général des impôts.

9.4 Catalogue des analyses

Les analyses sont référencées sur le/les catalogues fournis par le titulaire. Les catalogues contenant l'ensemble des informations attendues selon la norme EN ISO 15189 en vigueur, sont à envoyer par courriel aux adresses suivantes :

Service des marchés : marches.saa@invalides.fr.

Service des finances : commun.saa@invalides.fr.

Agence comptable : agencecomptable.ini@invalides.fr.

Le service en charge du suivi et du contrôle de l'exécution de l'accord-cadre : sandrine.delpit@invalides.fr.

En cas de difficultés techniques (cyber-attaque, dysfonctionnements informatiques, ...), le titulaire devra être en mesure de fournir un catalogue papier avec mise à jour annuelle.

ARTICLE 10 REGLEMENT DES COMPTES

Les paiements dus au titulaire (et, le cas échéant, aux cotraitants et aux sous-traitants à paiement direct) au titre du marché s'effectuent selon les modalités définies au présent article.

10.1 Avances

10.1.1 Généralités

L'acheteur retient l'option B du CCAG de référence.

En application de l'article R.2191-10 du CCP, le montant de l'avance est fixé par le pouvoir adjudicateur à 5 % du montant initial du marché.

Le taux de l'avance est porté à 10 % lorsque le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise identifiée comme telle dans l'acte d'engagement ou l'acte de sous-traitance.

10.1.2 Calcul et montant de l'avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après. Son montant n'est ni révisable, ni actualisable.

Elle est versée si le montant initial du marché est supérieur à 50 000,00 € hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois (article R.2191-3 du CCP).

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution de la tranche affermie si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du marché.

• Sous-traitance.

En application des dispositions de l'article R. 2193-18 du code de la commande publique, lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, l'avance versée au titulaire est calculée sur la base du montant du marché diminué le cas échéant du montant de prestations confiées aux sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Pour le calcul du montant de cette avance, les limites fixées aux articles R. 2191-7 et R. 2191-8 du code de la commande publique, sont appréciées par référence au montant des prestations confiées au sous-traitant tel qu'il figure dans le marché ou dans l'acte spécial mentionné à l'article R. 2193-3 du code.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par l'acheteur.

Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que celles prévues à l'article R. 2191-11 du code de la commande publique.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct, même dans le cas où le sous-traitant ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par l'acheteur dès la notification de l'acte spécial.

10.1.3 Remboursement de l'avance

L'avance est remboursée dans les conditions fixées par les articles R.2191-11 et R.2191-12 du CCP.

Il doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées.

10.2 Modalités de règlement

10.2.1 Acomptes et soldes pour le titulaire

Sur sa demande écrite, et après constatation du service fait, le titulaire a le droit, dans les conditions prévues aux articles

R.2191-20 à R.2191-22 du CCP et de l'article 11.2 du CCAG FCS, au versement d'acomptes. Le caractère définitif des paiements interviendra au moment du solde du marché.

Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Le marché est réglé sur prix unitaire.

Le solde est payé après réception de l'ensemble des prestations correspondantes.

10.2.2 Modalités d'envoi – contenu des demandes de paiement

10.2.2.1 Modalités d'envoi – contenu des demandes de paiement du titulaire

Les factures mensuelles à terme échu sont transmises sous forme dématérialisée à l'INI (N° de SIRET : **180 007 023 00013** ; Code service : **SAA**) sur le site Internet Chorus Pro (ce portail est accessible à l'adresse internet suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>), par dépôt d'un fichier numérique au format "PDF" ou "XML".

Il est nécessaire, préalablement à la saisie des factures, de s'être inscrit sur le site chorus pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>. Les modalités sont indiquées sur le portail à l'adresse précitée.

Chaque facture est accompagnée, le cas échéant, de la décision de réception qui lui aura été notifiée par la personne publique.

Chaque facture devra impérativement comprendre :

- les mentions obligatoires listées à l'article D.2192-2 du CCP et à l'article 242 nonies A du Code général des impôts, notamment :
 - Le numéro de la facture (numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture),
 - La date d'émission de la facture ;
 - Le montant de la facture HT, TTC et le montant de la TVA (y compris le montant de la TVA relatif aux prestations sous-traitées) ;
 - L'identification du titulaire (raison sociale, adresse, N° de SIRET, N° de TVA Intracommunautaire) ;
- le numéro de marché (en page de garde de l'acte d'engagement) et l'intitulé de la tranche ;
- le numéro d'acompte et, pour la dernière facture, la mention du solde, accompagné du DGD ;
- la domiciliation bancaire imprimée sur la facture ou un relevé d'identité bancaire ou postal si celui-ci est différent des mentions figurant à l'acte d'engagement.

10.2.2.2 Modalités de facturation pour les sous-traitants admis au paiement direct

La facture du sous-traitant relative aux opérations concernées par l'autoliquidation est établie HT et ne mentionne pas la TVA exigible.

Cependant, elle doit faire apparaître distinctement que la TVA est due par le titulaire assujetti en portant la mention "TVA due par le preneur assujetti ; autoliquidation en application de l'article 242 nonies A, I-13° de l'annexe II au CGI" ou simplement "Autoliquidation", justifiant l'absence de collecte de la taxe par le sous-traitant.

En application des articles R.2193-11 à R.2193-14 du CCP, le sous-traitant adresse sa demande de paiement, libellée au nom du pouvoir adjudicateur, au titulaire du marché sous forme dématérialisée sur le site Internet Chorus Pro (ce portail est accessible à l'adresse internet suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>) par dépôt d'un fichier numérique au format "PDF" ou "XML".

Le titulaire dispose de quinze jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la demande de paiement sur le portail de facturation.

Les informations à renseigner par le sous-traitant sont :

- Le titulaire du marché,
- Le service financier de l'Institution nationale des Invalides : N° de SIRET : **180 007 023 00013** ;
- Code service : **SAA**.

Les factures des sous-traitants font apparaître :

- les mentions obligatoires listées à l'article D.2192-2 du CCP et à l'article 242 nonies A du Code général des impôts, notamment :

- Le numéro de la facture ;
- La date d'émission de la facture ;
- Le montant de la facture HT et la mention "Autoliquidation" (le montant de la TVA est payé par le titulaire : extrait du Bulletin Officiel des Finances Publiques-Impôts, BOI-TVA-DECLA-10-10-20-20140124, paragraphe 538) ;
- L'identification du sous-traitant (raison sociale, adresse, N° de SIRET, N° de TVA Intra-communautaire) ;
- le numéro de marché (en page de garde de l'acte d'engagement) et l'intitulé de la tranche ;
- si le règlement se fait en plusieurs fois, le numéro d'acompte et, pour la dernière facture, la mention du solde ;
- l'objet des prestations sous-traitées et leur période de réalisation (avec précision de la tranche concernée) ;
- la domiciliation bancaire du sous-traitant imprimée sur la facture ou un relevé d'identité bancaire ou postal si celui-ci est différent des mentions figurant à l'acte d'engagement ou à l'acte de sous-traitance.

10.2.3 Paiement de la TVA relative aux prestations sous-traitées (autoliquidation)

Conformément à l'article 283-2 nonies du Code général des impôts et dans le cas où le sous-traitant a été admis au paiement direct, le maître de l'ouvrage, au nom et pour le compte de l'entrepreneur principal, paye directement au sous-traitant le seul montant HT de la part du marché dont il assure l'exécution.

La TVA afférente à l'opération est alors acquittée par le preneur (l'entrepreneur principal) par le mécanisme de l'autoliquidation. Par suite, le titulaire facture au maître de l'ouvrage cette TVA.

10.2.4 Délai global de paiement

Le délai global de paiement des sommes dues en exécution de marché est fixé à 30 jours maximum conformément à l'article R.2192-10 du CCP.

Le délai de paiement peut être suspendu par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues aux articles R.2192-27 à R.2192-29 du CCP, s'il constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le contrat ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

Conformément à l'article L.2192-13 du CCP, le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Les intérêts moratoires sont calculés conformément aux dispositions des articles R2192-31 à R2192-35 du CCP.

Le délai de paiement des intérêts moratoires est celui fixé par l'article R2192-36 de ce même Code.

10.2.5 Cession et nantissement de créance

En application de l'article R.2191-46 du CCP et sur demande expresse du titulaire, il lui sera remis une copie certifiée conforme à l'original de l'acte d'engagement délivrée pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance. En application de l'article R.2191-54 de ce même Code, le bénéficiaire d'une cession ou d'un nantissement de créance au titre d'un marché public notifie ou signifie cette cession ou ce nantissement au comptable public assignataire dont les coordonnées figurent dans l'acte d'engagement.

Les cessions ou nantissemments de créance demandés par des sous-traitants se font selon les modalités définies à l'article R.2193-22 du CCP.

10.2.6 Paiement des sous-traitants

Paiement direct : paiement à 30 jours, dans les conditions précisées à l'article R.2192-22 du CCP

Le paiement direct est automatiquement appliqué à partir d'un montant sous-traité de six cents euros toutes taxes comprises (600 € TTC), conformément à l'article R.2193-10 du CCP.

Conformément à l'article R.2193-17 du CCP, le sous-traitant bénéficie de l'avance.

Le sous-traitant peut bénéficier également d'acomptes sous réserve d'acceptation du titulaire, sur la base d'une attestation de celui-ci (circulaire du 7 octobre 1976 modifiée par la circulaire du 31 janvier 1983).

Paiement indirect : obligation d'une caution personnelle et solidaire

Si le sous-traitant ne bénéficie pas du paiement direct (montant sous-traité inférieur à 600 € TTC ou sous-traitant de second rang), c'est l'entrepreneur principal et non le maître de l'ouvrage qui paie le sous-traitant.

L'entrepreneur principal est tenu de délivrer au sous-traitant une caution personnelle et solidaire ou une délégation de

paiement, dans les conditions précisées à l'article L.2193-14 du CCP.

Nantissement ou cession de créance

Conformément à l'article R.2193-22 du CCP, le sous-traitant admis au paiement direct peut céder ou nantir, à concurrence du montant des prestations qui lui sont réglées directement, tout ou partie de sa créance. Si la sous-traitance est déclarée en cours de marché, l'exemplaire pour nantissement éventuellement remis au titulaire doit être restitué pour être modifié.

ARTICLE 11 PENALITES POUR RETARD

11.1 Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations

Le titulaire s'engage à effectuer la prestation conformément au présent Cahier des Charges et dans les délais définis. Tout retard dans le ramassage des prélèvements ou dans la transmission des résultats supérieur à 2 heures conformément aux délais indiqués dans le catalogue des analyses réalisables, fera l'objet de pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS 2021 : les pénalités pour retard prévues au marché commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations contractualisé dans l'annexe 1 du cctp est dépassé, par le fait du titulaire.

Celui-ci encourt des pénalités calculées au moyen de la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 10$$

Dans laquelle : P= le montant de la pénalité

V= la valeur des prestations sur laquelle est calculée le retard

R=le nombre de jours calendaires de retard

Les observations que le titulaire du marché serait amené à formuler sur les décomptes de pénalités doivent être présentées au pouvoir adjudicateur dans les 15 jours à compter de la réception du décompte des pénalités.

En cas de refus de prestation, ou de retard préjudiciable, L'INI pourra faire appel à un autre laboratoire, aux frais et risques du titulaire.

Il est expressément convenu que les pénalités prévues au présent article du marché ont uniquement un caractère moratoire. Le titulaire reste donc intégralement redevable de la prestation dont la non-réalisation donne lieu à l'application de ladite pénalité, et ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité.

11.2 Pénalités pour mauvaise exécution des prestations

La mauvaise exécution des prestations entraînera une pénalité de 150€ par élément constaté. Le responsable d'établissement peut suspendre toute prestation en cas de manquement grave aux règles de sécurité.

11.3 Pénalité pour non-respect des engagements en termes de performance environnementale des véhicules

Les transporteurs éventuels du titulaire doivent à minima respecter les engagements environnementaux mentionnés dans le mémoire technique (sous-critère 2.1). Les cartes grises des véhicules présentés doivent être fournies à la notification de l'accord-cadre, et à chaque changement de véhicule. Des contrôles des véhicules utilisés par les sociétés de livraison seront régulièrement effectués. En cas de non-respect des obligations relatives aux clauses et engagements environnementaux exposé à l'article 6.3 du CCAP, de l'article 1.3 du CCTP, il sera appliqué une pénalité de 500 euros par manquement.

ARTICLE 12 CONFIDENTIALITE – MESURES DE SECURITE

12.1 Confidentialité

Conformément à l'article 5.1 du CCAG-FCS, le titulaire, le pouvoir adjudicateur, ainsi que son représentant, qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment à l'objet du marché, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire, du pouvoir adjudicateur, ainsi que de son représentant, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

12.2 Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-FCS, chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 ; ci-après désigné, « **le règlement européen sur la protection des données** »).

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le pouvoir adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Le prestataire veillera au respect des obligations liées au Règlement général sur la propriété des données et à assurer une conservation sécurisée des données à caractère personnel.

Il veillera notamment à :

- traiter les données à caractère personnel uniquement pour les seules finalités qui font l'objet du présent accord-cadre
- garantir la confidentialité des données en respectant les principes de protection des données et, à défaut, notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les violations de données à caractère personnel ;
- mettre à la disposition du pouvoir adjudicateur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes les obligations imposées par le RGPD.

12.3 Conditions d'accès aux locaux de la personne publique

Le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions figurant dans l'instruction № 300612 DEF/DFP/PER/5 du 16 mars 1998, relatives à certaines dispositions de prévention applicables aux opérations de bâtiment ou de génie civil effectuées dans un organisme du ministère des Armées (chapitre V – partie législative – et VIII du titre III du livre II du Code du travail) et s'engage, pour ce qui le concerne, à s'y conformer.

En cas d'accident touchant son personnel, outre les formalités à accomplir auprès des instances particulières à qui il doit rendre compte, le titulaire reconnaît devoir en informer le pouvoir adjudicateur. Il s'engage en outre à faire connaître à celui-ci les informations prévues aux paragraphes 2.5 de l'instruction.

Le titulaire s'engage à faire effectuer les travaux ou prestations par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.

Le titulaire s'engage à respecter toutes les mesures d'accès aux sites et locaux de la personne publique ainsi que tous les

règlements intérieurs y afférant.

12.4 Accès au site des véhicules

Le marché nécessite l'accès à des installations militaires dans lesquelles la circulation du personnel du titulaire, de ses cotraitants et sous-traitants est autorisée après accord du commandement militaire de l'Hôtel des Invalides.

Le titulaire, les cotraitants et sous-traitants s'engagent à informer le personnel concerné par l'exécution du contrat qu'ils feront l'objet d'un contrôle administratif.

Le titulaire, ses cotraitants et sous-traitants sont informés que l'administration n'a pas à justifier le refus d'accès à un site. L'administration ne peut être tenue pour responsable d'aucun préjudice lié à ce refus, tenant compte que le contractant et ses sous-traitants sont informés de cette possibilité de refus.

En cas de renouvellement du personnel durant l'exécution du contrat, le titulaire, ses cotraitants et sous-traitants s'engagent à fournir à l'officier de sécurité du site de référence, tous documents nécessaires au contrôle élémentaire trente jours (30) ouvrables avant leur entrée en fonction. Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

12.4.1 Badge d'accès au site

Le personnel chargé de l'exécution des prestations doit être muni d'un badge individuel permettant son accès dans l'établissement, délivré par le bureau sécurité du site. Les demandes de badges sont adressées à l'établissement au moins quinze jours avant la date prévue pour le commencement des prestations.

Le titulaire s'engage à respecter les exigences réglementaires du code de la route et législatives en vigueur, à savoir une limitation de vitesse de 15 km/h des véhicules sur le site et dans la zone dans laquelle il effectuera sa prestation à la date de réalisation des prestations du présent marché, sous peine d'être interdit d'accès.

ARTICLE 13 PRESTATIONS SIMILAIRES

Sans objet.

ARTICLE 14 CESSION DU MARCHE PUBLIC

La cession du marché par le titulaire ne peut se faire que dans les conditions prévues par le 2° de l'article R.2194-6 du CCP. Il ne pourra se faire qu'avec l'accord préalable et exprès de l'Institution nationale des Invalides qui vérifiera, notamment, si le cessionnaire présente bien toutes les garanties professionnelles et financières pour assurer la gestion du service public. Les renseignements demandés seront les mêmes que ceux exigés du candidat lors de la mise en œuvre du marché.

L'institution nationale des Invalides disposera d'un délai d'un (1) mois pour se prononcer, à compter de la réception de la demande d'agrément de cession formulée de manière détaillée par le prestataire, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le prestataire ne pourra se prévaloir d'aucune acceptation tacite. En cas de refus de l'Institution nationale des Invalides d'agréer le cessionnaire, l'Institution nationale des Invalides pourra mettre le prestataire en demeure de lui proposer un autre remplaçant dans un délai de trente (30) jours calendaires. Passé ce délai, ou en cas de nouveau refus motivé de l'Institution nationale des Invalides, le contrat sera poursuivi aux conditions antérieures.

ARTICLE 15 RESILIATION

Il sera fait application du CCAG-FCS.

15.1 Résiliation consécutive à l'arrêt de l'exécution des prestations

L'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché avant l'achèvement de celles-ci par une décision de résiliation du marché conformément aux dispositions du chapitre 7 du CCAG/FCS.

En complément de l'article 41 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du code de la commande publique ayant pour effet de l'exclure d'un marché public, l'acheteur peut résilier le marché public pour faute du titulaire pour ce motif et sans mise en demeure préalable, sauf dans le cas où le titulaire fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce, et à condition qu'il ait informé sans délai la personne publique de son changement de situation.

Conformément à l'article 45 du CCAG/FCS, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

15.2 Décompte de résiliation

Il sera fait application du CCAG-FCS.

ARTICLE 16 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'Institution nationale des Invalides par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'Institution nationale des Invalides adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L.627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L.622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

ARTICLE 17 REGLEMENT AMIABLE DES LITIGES – RECOURS

17.1 Recours gracieux

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché selon les termes de l'article 37 du CCAG-FCS.

17.2 Règlement amiable des litiges

Le titulaire ou la personne publique pourra également demander que les litiges et différends nés à l'occasion de la passation et de l'exécution du marché soient, ainsi qu'il est prévu à l'article R2197-1 du CCP, soumis à l'avis d'un Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics de Paris : Préfecture de la région Île-de-France – 5 rue Leblanc – F-75911 Paris Cedex 15. – Tél : +33 182524272. Courriel : ccira@paris-idf.gouv.fr

17.3 Recours contentieux

Le présent marché est soumis au droit administratif français et les juridictions administratives françaises sont seules compétentes pour connaître de ses litiges.

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable, la juridiction compétente sera celle du ressort d'appartenance du siège du

ARTICLE 18 USAGE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Les dispositions de la loi N° 94-665 du 4 août 1994 modifiée relative à l'emploi de la langue française ainsi que celles de la circulaire du Premier ministre du 6 mars 1997 relative à l'emploi du français dans les systèmes d'information et de communication des administrations et établissements publics de l'État s'imposent au présent marché.

De ce fait, tout rapport, toute documentation et toute correspondance relative au présent marché doivent être rédigés en français.

Cette circulaire précise que conformément à l'article 2 de la loi N° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française, les modes d'emploi des équipements et des logiciels mis à disposition des agents publics doivent être rédigés en français.

La circulaire d'application du 19 mars 1996 (article 2.1.1) énonce l'obligation d'utiliser la langue française pour les modes d'emploi, qu'ils soient accessibles sur papier ou sur écran.

Ces modes d'emploi doivent être compréhensibles et les indications y figurant doivent permettre aux agents de faire appel à toutes les fonctionnalités du produit.

ARTICLE 19 DEROGATIONS

L'article 2 du présent document déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS.

L'article 11 du présent document déroge à l'article 14.1 et 14.2 du CCAG-FCS.